

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

| | |
|---|---|
| Title - Sujet CIBS | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-135212/A | Amendment No. - N° modif. 002 |
| Client Reference No. - N° de référence du client W8486-135212 | Date 2012-11-07 |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-212-6033 | |
| File No. - N° de dossier TOR-2-35116 (212) | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-11-14 | Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Shaw, Marian | Buyer Id - Id de l'acheteur tor212 |
| Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2065 () | FAX No. - N° de FAX (905) 615-2060 |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

La modification numéro 002 vise à apporter des changements à l'Énoncé de travail (EDT) et à fournir des réponses aux questions reçues à ce jour de la part des soumissionnaires.

DANS L'ANNEXE A, ÉNONCÉ DE TRAVAIL

Section 3.1.3.2.2 Représentant de l'entrepreneur sur le terrain (RET).

Supprimer au complet.

Remplacer par :

3.1.3.2.2 Représentant de l'entrepreneur sur le terrain (RET). L'entrepreneur fournira au client un (1) RET pour chacun des scénarios d'instruction qui requièrent des CEB. Le RET coordonnera ses efforts avec le POC du scénario d'instruction du client pour faire en sorte que les activités de l'entrepreneur soient synchronisées avec la liste maîtresse des événements du scénario d'exercice. Le RET doit être équipé d'un appareil portable capable d'envoyer et de recevoir des appels téléphoniques et des messages électroniques à partir du POC du client au cours de l'exercice.

QUESTIONS ET RÉPONSES REÇUES JUSQU'À PRÉSENT

Q1. Pourriez-vous confirmer que le nombre de scénarios d'instruction et de CEB demeurera inchangé au cours d'un même exercice?

R1. Le nombre de scénarios d'instruction demeurera inchangé au cours d'un même exercice. Un scénario d'instruction pourrait englober différentes activités d'instruction.

On pourrait ajouter, supprimer ou répéter des activités d'instruction durant l'exercice tout dépendant du rendement du groupe-cible de l'instruction et de si celui-ci atteint les objectifs de l'instruction. Une réunion de coordination des activités aura lieu dans les 24, 48 et 72 heures suivant celles-ci et on discutera de toute modification au plan à ce moment-là. Les modifications importantes sont toujours examinées avec soin en fonction de la disponibilité du personnel et des contraintes de temps, et le représentant des CEB à la table des FOREOC peut donner son avis et indiquer ce qui peut être fait.

Afin d'appuyer un exercice, on pourrait demander à l'entrepreneur d'augmenter le nombre de CEB jusqu'à 50 % pour une période d'au moins une (1) journée complète. S'il faut augmenter le nombre de CEB, l'entrepreneur en sera informé au plus tard dans les 60 jours précédant l'exercice.

Q2. Pourriez-vous préciser si les frais de nettoyage pour les casernes et les espaces de travail devront être assumés par l'entrepreneur ou le client?

R2. L'entrepreneur est responsable de l'espace qui lui est alloué de son arrivée jusqu'à la fin de son séjour. L'espace doit être nettoyé lorsqu'il quitte les lieux. L'entrepreneur peut s'occuper du nettoyage lui-même, inclure un nettoyeur dans son équipe ou embaucher un sous-traitant de la région pour nettoyer durant et après son séjour. Ces modalités s'appliquent aux installations d'hébergement et aux espaces de travail.

Q3. En quoi consistent les installations d'hébergement militaires standards? Est-ce que les hommes et les femmes sont hébergés séparément?

- R3. Habituellement, il s'agit d'un abri intérieur chauffé disposant d'un accès à des salles de bain et à l'eau courante. Les chambres peuvent accueillir de 8 à 100 personnes selon le style et l'âge du bâtiment; les plus récents peuvent accueillir de 8 à 16 personnes et les plus âgés (bâtiments de style baraque en forme de H) ne sont pas divisés en chambres et tout le monde couche au même endroit. Normalement, les hommes et les femmes sont séparés en garnison et ont accès à des salles de bain distinctes.

À la BFC Wainwright, les casernes des CEB et l'espace de travail de l'entrepreneur sont situés au deuxième étage du bâtiment 599. L'étage est divisé par un escalier central commun, permettant ainsi la création d'un espace d'un demi-étage pour les hommes et d'un demi-étage pour les femmes. Les chambres sont privées, mais les salles de bain sont communes et divisées en fonction du sexe. Les espaces de travail sont intégrés aux installations d'hébergement, tout comme les salles de télévision.

- Q4. Quel est le plan des FC si les besoins en hébergement dépassent la capacité de la base?
- R4. Le nombre de CEB requis durant un exercice ne dépassera pas les capacités d'hébergement de la BFC Wainwright.
- Q5. Est-ce qu'il y aura un nombre minimum ou maximum défini d'effets de simulation de victimes au cours d'une séance?
- R5. Les activités majeures de simulation de victimes sont planifiées à l'avance durant les réunions du Groupe de travail sur la conception de l'exercice. Typiquement, on demande aussi d'ajouter quelques nouveaux éléments dont la réalisation demande peu de temps ou de main-d'oeuvre (p. ex. blessures par balle pour rendre un échange de feu plus réaliste). Dans le cadre des normes d'aptitude au combat, il devrait y avoir au moins un scénario de pertes massives dans lequel le groupe-cible de l'instruction devra intervenir. Si ce scénario n'est pas exécuté adéquatement, il devra être refait.
- Q6. Est-ce qu'il y aura un nombre de jours minimum ou maximum défini pour ce qui est des effets de simulation de victimes nécessaires au cours d'une séance?
- R6. Cette décision sera prise lors de la réunion du Groupe de travail sur la conception de l'exercice pour toutes les activités principales de simulation de victimes. On élaborera une activité principale de pertes massives pour le scénario ainsi que de petites activités de simulation de victimes plus simples qui nécessiteront un moulage (habituellement, au plus trois par jour, la norme étant d'une journée).
- Q7. Est-ce qu'il y aura un nombre minimum ou maximum défini de scénarios de simulation de victimes par jour?
- R7. Vous devez être prêt à appuyer au moins une activité mineure de simulation de victimes par jour. Habituellement, aucun maximum n'est établi par jour ou par scénario.

-
- Q8. Est-ce que les quartiers et les aires de travail seront dotés d'une connexion internet fournie par les FC?
- R8. Le Centre canadien d'entraînement aux manoeuvres ou le MDN ne fournit pas de connexion Internet.
- Q9. Si la connexion Internet n'est pas fournie par les FC, est-ce que l'entrepreneur pourrait utilisé un contrat de base existant afin d'avoir accès à Internet?
- R9. Tous les appareils de communication par fil ou sans fil de TOUTE SORTE doivent être approuvés par l'administrateur G6 du Centre canadien d'entraînement aux manoeuvres pour ce qui est de leur utilisation ou de leur installation. IL S'AGIT D'UNE CONDITION NON NÉGOCIABLE.
- L'entrepreneur peut essayer d'installer la connexion à Internet ou à un réseau s'il le souhaite, mais sans utiliser de câbles ou de satellites. Toutefois, il peut, par l'entremise de la division commerciale de TELUS, obtenir un accès limité à des services Internet dont les infrastructures sont disponibles dans un nombre d'endroits limité. Cela pourrait permettre la connexion à Internet dans certains espaces de bureaux et dans un nombre très limité de chambres dans les installations d'hébergement.
- Tous les services ou les appareils obtenus par le fournisseur sont la responsabilité de l'entrepreneur, y compris tous ce que le fournisseur offre. Toutes les factures pour ces services doivent être envoyées directement à l'entrepreneur. Le MDN ne fournira aucune aide relativement à l'installation ou à l'utilisation, qui doit être approuvée par l'administrateur G6 du Centre canadien d'entraînement aux manoeuvres au moins 30 jours avant le branchement et 30 jours avant l'exercice.
- Q10. Si les FC fournissent une connection à Internet, quelle est la largeur de la bande disponible aux fins d'utilisation par l'entrepreneur?
- R10. Aucune connexion à Internet n'est fournie.
- Q11. Quel est le tarif pour les repas à la cuisine de la BFC Wainwright kitchen pour le personnel de l'entrepreneur travaillant à la BFCWainwright?
- R11. En ce moment, les tarifs pour les repas servis à la cuisine de la BFC Wainwright sont les suivants :
- Déjeuner - 5,75 \$
Dîner - 11,50 \$
Souper - 11,50 \$
- Les tarifs peuvent être modifiés.
- Q12. Pendant la nuit, est-ce que les FC assureront la sécurité d'une quelconque façon dans les casernes où les acteurs seront hébergés?
- R12. Aucun commissionnaire ou agent de sécurité n'est en service durant la nuit et aucun militaire n'est en faction durant le jour dans les installations réservées aux CEB. Toutes les portes des

chambres peuvent être verrouillées et des clés peuvent être fournies à l'arrivée et doivent être remises à la fin du séjour. La responsabilité de l'équipement des CEB, pour le groupe ou pour les individus, incombe à l'entrepreneur et aux CEB.

S'il le souhaite, l'entrepreneur peut embaucher, à ses frais, ses propres agents de sécurité pour surveiller ses installations. Une station de police militaire est en activité sur la base. De plus, une patrouille est instaurée sur la base 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Toutes les autres modalités demeurent inchangées.